

**Nathalie Smuha (KU Leuven),
Mieke De Ketelaere (Imec
& Vlerick Business School),
Mark Coeckelbergh
(Université de Vienne),
Pierre Dewitte (KU Leuven)
et Yves Poulet (UNamur)**

Cosignée par 50 académiques, juristes, ingénieurs, philosophes, médecins, philosophes, sociologues, criminologues et éthiciens (voir la liste sur la libre.be)

■ Le suicide d'un homme après les incitations d'un chatbot souligne le risque de la manipulation émotionnelle; 50 académiques tirent le signal d'alarme. Les développeurs et fournisseurs d'intelligence artificielle (IA) mais aussi les gouvernements doivent adopter un cadre juridique protecteur.

conséquences pour les utilisateurs. Le moins que l'on puisse attendre de leurs concepteurs est qu'ils conditionnent la disponibilité de ces outils à l'existence de garanties destinées à parer leurs effets néfastes.

Nouvelles règles: trop peu, trop tard

L'Union européenne travaille à l'élaboration d'une nouvelle réglementation visant à imposer des règles plus strictes aux systèmes d'IA dits "à haut risque". Toutefois, les chatbots ne figurent pas comme tels dans cette catégorie. Le projet de règlement exige dès lors seulement de leurs fournisseurs qu'ils informent les gens qu'il s'agit d'un bot et non d'un humain. Si la manipulation est interdite, c'est uniquement dans la mesure où elle entraîne un "préjudice physique ou mental", ce qui est loin d'être évident à prouver.

Nous ne pouvons qu'espérer que les États membres et les parlementaires consolideront ce texte. Un cadre législatif solide n'entravera pas l'innovation, mais encouragera au contraire l'innovation qui respecte les valeurs de nos sociétés démocratiques. Cependant, nous ne pouvons pas attendre ce nouveau texte qui, au mieux, entrera en vigueur en 2025. Avec un goût de trop peu, trop tard.

Et maintenant ?

Nous appelons dès aujourd'hui à une campagne de sensibilisation aux risques liés aux systèmes d'IA, et encourageons leurs développeurs à prendre leurs responsabilités. Un changement d'état d'esprit est nécessaire, afin d'identifier et de traiter les risques qu'ils engendrent avant de les rendre accessibles. À cet égard, l'éducation joue également un rôle important, à tous les niveaux. Il est urgent d'investir aussi dans la recherche sur l'impact de l'IA sur les droits fondamentaux. Enfin, nous appelons à un débat public plus large sur le rôle que nous voulons que l'IA joue dans la société, tant à court qu'à long terme.

Soyons clairs: nous sommes tous fascinés par les capacités offertes par ces systèmes. Il est cependant crucial de s'assurer qu'ils respectent les droits de l'homme. Cette responsabilité incombe non seulement aux développeurs, mais aussi à nos gouvernements, à qui il incombe d'adopter, au plus vite, un cadre juridique protecteur assorti de garanties solides et de contrôles préventifs.

En attendant, nous demandons que toutes les mesures nécessaires soient prises pour éviter que le cas tragique de notre compatriote ne se reproduise. Que cela soit un signal d'alarme. La récré est terminée: il est temps de tirer des leçons et d'assumer ses responsabilités.

→ Lire le texte intégral sur le site de lalibre.be

OPINION

Sommes-nous vraiment démocrates ?

■ Être démocrate, cela demande de l'espace et du temps. Du temps pour s'instruire, réfléchir, tisser des liens... et s'engager.

Simon-Pierre de Montpellier

Politologue, rédacteur en chef de la revue "En question" ⁽¹⁾

Dérèglement climatique, effondrement de la biodiversité, pandémies, guerres, crise énergétique, crises de l'accueil, pauvreté, inégalités... Les défis de notre humanité sont tellement immenses qu'ils peuvent nous sembler insurmontables. Les grandes transformations que nous connaissons depuis quelques décennies (la mondialisation et la financiarisation, la marchandisation et la privatisation, la numérisation et l'accélération) n'ont fait qu'accroître notre sentiment d'impuissance politique.

Dans ce contexte, de plus en plus d'individus sont tentés par l'autoritarisme, le repli identitaire, les populismes, l'abstentionnisme ou le vote de contestation, comme le montrent notamment, en Belgique, les résultats récents de l'enquête "Noir Jaune Blues" (5 ans après) ou du sondage "Le Choix des Belges". Ce n'est pourtant que par la démocratie que nous pourrions affronter les enjeux de notre temps. C'est d'abord une conviction: le bien commun est à rechercher ensemble, il n'est bien que s'il est commun. C'est aussi une nécessité: plus une question est complexe, plus elle requiert une intelligence collective.

Ainsi, le principal remède à la crise de la démocratie n'est pas d'espérer le dirigeant parfait ni de se passer de représentants... mais de la cultiver et de l'approfondir. Comment ?

Donner la parole aux personnes précarisées

Montesquieu, philosophe des Lumières, disait: "*l'amour de la démocratie est celui de l'égalité*". Pourtant, les inégalités sont criantes. Rien qu'en Belgique, près de 20% de la population (30% à Bruxelles) connaît ou est menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale. Ces conditions de vie empêchent souvent de s'engager dans la cité, d'exercer sa citoyenneté, d'être écouté et représenté. Si nous voulons effectivement être démocrates, il est donc urgent et indispensable de réellement considérer et inclure les personnes en situation de pauvreté, de précarité et de vulnérabilité au cœur de nos processus démocratiques, selon le principe d'égalité.

Pratiquer la démocratie

Dans *L'Idéologie et l'Utopie*, le philosophe Paul Ricœur définit la société démocratique comme celle qui mène un travail d'expression, d'analyse et de délibération, le plus profondément possible, pour arbitrer les contradictions qui la traversent. Partout, tout le temps, dans nos familles, à l'école, au travail, dans les entreprises, les administra-

tions, les syndicats, les associations, les organisations, les mouvements, les partis politiques, dans de nombreux domaines, cette exigence démocratique est nécessaire, bien qu'elle ait à prendre des modalités propres selon les diverses situations. Pour pratiquer la démocratie, l'éducation permanente (c'est-à-dire une éducation citoyenne des adultes dans une démarche d'émancipation collective, grâce au partage des expériences et des savoirs) offre des méthodes et des outils particulièrement intéressants, qui mériteraient d'être davantage connus, approfondis et déployés dans toutes les organisations et fonctions collectives.

Libérer de l'espace

Cultiver la démocratie demande aussi de démultiplier les lieux (réels, et non seulement virtuels) pour la vivre. Tout d'abord, face à la numérisation à marche forcée et à l'encontre du critère managérial de l'efficacité, il est indispensable de permettre l'accès, en particulier des personnes précarisées, à des guichets physiques, dans les institutions, les administrations, les banques, les syndicats, les mutuelles, les grandes associations... Ensuite, contre la privatisation des espaces publics, il est nécessaire de (re)créer du commun: des lieux de rencontre, de discussion, de partage, d'analyse, de délibération, de fraternité/sororité, où chacune et chacun a sa place; autant de lieux d'expérimentation de la démocratie.

Libérer du temps

Être démocrate, cela demande donc de l'espace... et du temps. Du temps pour s'instruire, réfléchir, tisser des liens, s'exprimer, analyser, délibérer... et s'engager. D'autant plus pour affronter les longs défis, en particulier écologiques, de notre temps. Pourtant, le temps vient (lui aussi) à manquer. Pour libérer du temps, une première chose serait sans doute de pouvoir ralentir... Mais c'est loin d'être simple, quand on se sent prisonnier d'un système économique et financier qui nous oblige à courir toujours plus vite, jusqu'à l'épuisement. Alors, comment concrètement libérer ce temps qui nous manque tant? Une piste intelligente nous vient du philosophe Luc Carton qui plaide pour l'institution d'un congé de citoyenneté universel, qui offrirait la "*possibilité, reconnue financièrement et dotée de droits, de s'adonner à la conduite en commun [...] de fonctions collectives*" au service de la société.

→ (1) La revue *En question* est éditée par le Centre Avec. Dernier numéro (n°144 - printemps 2023): "Sommes-nous vraiment démocrates?". Prix: 7 € au lieu de 10 pour les lecteurs de *La Libre* (hors frais de port). Infos: www.centreavec.be - info@centreavec.be